

CHANGEMENT CLIMATIQUE

Les CPTS s'engagent dans la lutte

Par Isabel Soubelet, Karen Ramsay et Cloé-Ava Meininger

Prescription raisonnée, incitation aux mobilités douces, réduction des déchets au cabinet médical... Dans les territoires, de multiples actions fleurissent de manière pérenne, souvent impulsées par les CPTS. Une approche nouvelle et transversale qui nécessite de la sensibilisation et de la formation afin d'initier de bonnes pratiques.



+4 °C en 2100 : comment impulser (collectivement) le changement ?

► En tant qu'acteur clé du territoire, la CPTS joue un rôle majeur dans la prise en charge des effets du changement climatique. Que ce soit sur les patients ou sur les professionnels et leurs pratiques.

Fortes chaleurs, augmentation des épisodes de pluie intense, multiplication des événements extrêmes sévères, hausse du niveau de la mer, perte de biodiversité... Le dérèglement climatique se manifeste de multiples façons, avec des impacts sanitaires nombreux. À l'instar de la recrudescence des zoonoses, l'accentuation des pathologies respiratoires, la hausse des risques infectieux, l'arrivée d'espèces invasives vectrices de nouvelles maladies, sans oublier les conséquences sur la santé mentale... D'ici à 2050, la trajectoire de réchauffement de référence pour l'adaptation au changement climatique (Tracc) considère probable un réchauffement de +2,7 °C par rapport à la période préindustrielle, en raison notamment des activités humaines. En France hexagonale et en Corse, ces niveaux de réchauffement se traduirait par une hausse des températures moyennes de 2 °C d'ici à 2030, de 2,7 °C d'ici à 2050 et de 4 °C à l'horizon 2100. En 2050, on estime que les vagues de chaleur seront cinq fois plus fréquentes mais aussi plus longues, potentiellement de début juin à mi-septembre.

Le gouvernement a lancé, en mars dernier, le 3^e Plan national d'adaptation au changement climatique (Pnacc), qui dévoile, en près de 400 pages, 52 mesures et plus de 200 actions concrètes afin de préparer la France à des températures plus

élévées de 4 °C en 2100. « *La territorialisation de ce nouveau plan est une priorité, avec (...) un accompagnement accru des acteurs locaux pour une adaptation efficace et concertée* », précise la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement (Dreal). Ainsi, si les rapports et leurs chiffres alarmants ne cessent de s'accumuler au niveau national et international, la prise en compte des spécificités régionales s'impose désormais.

C'est notamment la raison d'être du Giec normand, constitué d'un groupe de 36 experts scientifiques et spécialistes régionaux⁽¹⁾ sur les différentes thématiques liées au climat et à son évolution. Avec un objectif : faire une synthèse des travaux

•• En 2100, une partie de Rouen sera sous l'eau ! ••

scientifiques locaux existants et préparer les acteurs et les habitants aux impacts du changement climatique.

« *Nous travaillons notamment sur la montée des eaux et la hausse des températures, et leurs impacts sur la santé, comme les maladies cardiovasculaires et les maladies infectieuses*, souligne Joël Ladner, médecin hospitalo-universitaire, médecin de santé publique et chef du département d'épidémiologie et de promotion de la santé au CHU de Rouen, qui participe au Giec normand sur l'axe santé. *En 2100, une partie de Rouen sera sous l'eau ! Cette démarche nouvelle nous permet d'avancer à une échelle déjà conséquente et d'avoir des regards de multiples disciplines.* »

LE « POIDS » DE L'EXERCICE COORDONNÉ

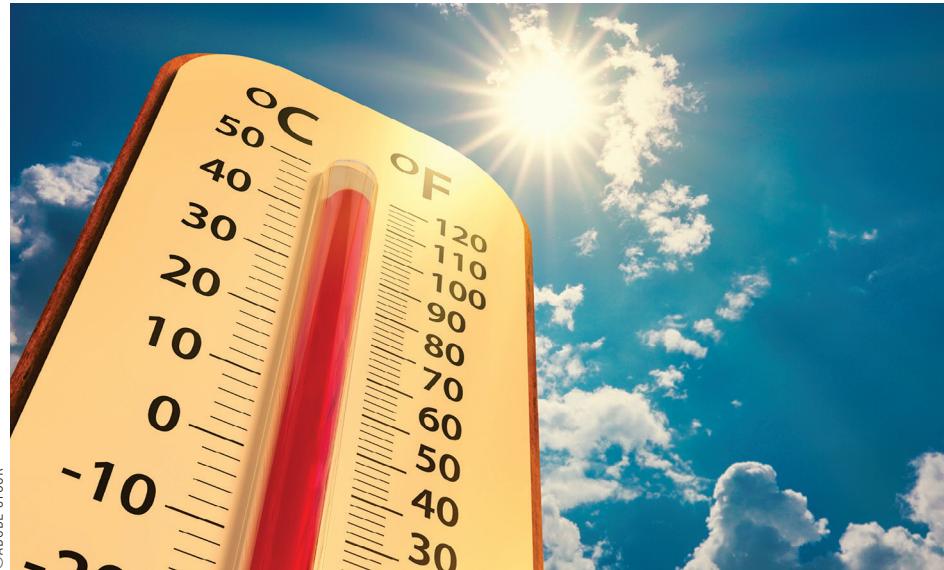
Cet automne, tous les voyants sont au vert pour sensibiliser les professionnels de santé en exercice coordonné aux questions environnementales. Le groupe de travail Santé planétaire, qui a vu le jour il y a plus de quatre ans à l'initiative des médecins au sein du Collège de la médecine générale (CMG), a ainsi

produit une fiche (www.cmg.fr/sante-planeteaire) « *La santé planétaire au cœur de l'exercice coordonné* » pour accompagner les médecins généralistes à introduire les enjeux du développement durable dans leur pratique. « *Notre objectif est de fabriquer une boîte à outils pour les médecins généralistes et de les aider à passer à l'action* », précise Eva Kozub, médecin généraliste, coordinatrice du groupe Santé planétaire du CMG et membre fondatrice de l'association Alliance santé planétaire. Le « poids » de l'exercice coordonné est immense pour parler de santé planétaire, car les professionnels travaillent déjà en collectif et à l'échelle d'un territoire. Le but du document est de s'accorder sur un certain langage et

des objectifs avec, à la clé, un potentiel pour les professionnels de santé et pour les patients du territoire. L'accès aux soins, l'équité de la prise en charge, la prévention sont au cœur des valeurs de la santé planétaire et s'accordent avec les objectifs des CPTS.»

Ainsi, les structures (maisons et centres de santé) et les organisations territoriales (CPTS) peuvent intégrer la santé planétaire dans leur projet de santé sous l'angle des cobénéfices. De son côté, la Fédération des CPTS compte dévoiler, à ses Journées nationales, en novembre, son « Guide de la santé environnementale » (voir ci-dessous). « Avec ce guide, nous souhaitons outiller les CPTS qui veulent s'engager mais aussi ouvrir des perspectives, souligne Delphine Secret Pouliquen, sa vice-présidente. La première chose est d'acculturer les professionnels de santé à la santé planétaire, car ce qui les freine, c'est le manque de temps et de connaissances pour mettre en place des actions. Nous voulons leur donner les bonnes pistes et les bons outils, déclencher une prise de conscience et les alerter. En santé environnementale, il faut travailler avec les collectivités, les élus, de nombreux partenaires et acteurs pour mettre en place des démarches écoresponsables. Sur ce sujet, il est important de préciser que chaque action, même modeste, compte beaucoup pour les patients, les populations et la planète planète, assure-t-elle. Nous voulons décomplexer le passage à l'action, dynamiser et rendre visible ce qui se fait déjà. Le côté pluriprofessionnel et collectif est très pertinent, et dans un parcours de soins, il faut que l'ensemble

©ADOBESTOCK



des professionnels aient la même logique d'écoresponsabilité.»

La présence institutionnalisée d'un référent santé planétaire pourrait-elle être une solution pour coordonner les actions ? La médecin généraliste installée à la MSP Saint-Éloi, à Rouen, n'y souscrit pas : « Nous encourageons la montée en compétence et outillons les coordinateurs, mais il faut garder de la souplesse... Créer une mission supplémentaire dans un cadre précis, les CPTS n'y sont pas prêts. La santé planétaire est une approche transversale, et je crois à la démarche des petits pas. Chaque action a un effet positif qui apporte de la satisfaction et redonne du sens aux professionnels de santé.»

L'ÉCHELON TERRITORIAL, UNE ÉVIDENCE

Mais, avant tout, « il est nécessaire d'avoir une approche territoriale et lo-

cale, pointe Alice Baras, professionnelle de santé durable, formatrice, facilitatrice, à la tête d'Ecops Conseil (Écoresponsabilité Promotion Santé). Car il n'est pas possible de s'organiser de la même façon en Bretagne, en Corse ou dans les Hauts-de-France... En cela, la CPTS est un acteur majeur, le vivier le plus adapté et la bonne échelle, avec des professionnels de santé coordonnés. Mais, au-delà des seuls soignants, elle doit aussi travailler et réfléchir collectivement avec les contrats locaux de santé, les municipalités, les acteurs sociaux... En santé environnementale, l'écoconception des soins, c'est la partie visible, la première étape. De manière plus globale, il faut quitter l'approche biomédicale de la santé et agir favorablement pour des territoires promoteurs de santé. Il ne suffit pas de décarboner, il faut avoir une approche systémique.»

Prendre soin de ses patients, de la population et de manière plus large du vivant en mettant en avant le pouvoir d'agir des professionnels de santé, c'est le message que fait passer Alice Baras lorsqu'elle accompagne des structures, comme cela a été le cas pour la CPTS Sud Angoumois (Nouvelle-Aquitaine). « Nous avons mis en place deux sessions identiques de formation fin 2024, suivies par 20 professionnels de métiers différents : médecin, podologue, secrétaire médicale, dentiste, infirmière..., précise Lucyde Deschamps, directrice coordinatrice de la CPTS et infirmière coor-

Un nouveau guide à Montpellier

C'est lors des Journées nationales de la FCPTS, à Montpellier, les 5 et 6 novembre, que le « Guide de la santé environnementale » sera présenté. Résultat d'un long travail, il présente les grands thèmes de la santé environnementale, propose des pistes pour amorcer une démarche santé environnementale en CPTS, des fiches actions réalisées par les CPTS elles-mêmes, des actions santé environnementale par profession (médecins, kinésithérapeutes, infirmières, pharmaciens, chirurgiens-dentistes, orthophonistes, orthoptistes, sages-femmes, pédicures-podologues) et un tour de France des initiatives régionales en santé environnementale. Le guide sera ensuite disponible sur le site de la FCPTS.



QUESTIONS À



LAËTITIA HENIN HIBLE,

présidente de l'association
Pharma Système Qualité

« Le label Ecor valorise l'engagement environnemental de la pharmacie »

On parle de plus en plus de soins écoresponsables. Quel rôle peut jouer le pharmacien ?

Le pharmacien étant à la fois un professionnel de santé et un commerçant, la question de l'écoresponsabilité se pose différemment des autres professionnels. L'association Pharma Système Qualité a déterminé trois univers où peut intervenir le pharmacien : son organisation interne (consommation d'énergie, équipement, logistique fournisseurs, gestion d'équipe...), la relation client (*front office* et sensibilisation du public aux questions d'écoresponsabilité)

et la gestion des déchets, plutôt bien appréhendée par les pharmaciens (médicaments non utilisés, Dasri, points de collecte)...

Chaque jour, 4 millions de personnes franchissent la porte de la pharmacie. Il est évident que le pharmacien a un rôle important à jouer en matière de prévention, car avec le changement climatique, on va au-devant de grosses problématiques de santé publique : problèmes respiratoires, troubles cardiovasculaires, cancers... mais aussi toutes les nouvelles maladies à venir.

L'association Pharma Système Qualité a lancé en 2024 la labellisation Ecor.

De quoi s'agit-il ?

Cette labellisation valorise l'engagement environnemental de la pharmacie et se veut un accompagnement proche du terrain. Le pharmacien titulaire s'engage, et donc sa pharmacie, dans cette démarche d'écoresponsabilité. Point de départ : une auto-évaluation de ses pratiques et une visite sur site afin de déterminer les actions à mettre en place. Les pharmaciens ont aussi accès à un réseau d'échanges interne et collaboratif et peuvent assister à des ateliers qui font intervenir des experts de ces thématiques.

La dispensation à l'unité pour limiter le gaspillage des médicaments : quel impact en officine ?

C'est loin d'être simple car dès qu'on sort le médicament de son boîtier, qui est étudié pour transporter toutes les informations nécessaires,

on le prive d'un numéro de lot, d'une notice... Il faut savoir qu'aujourd'hui, la dispensation à l'unité ne concerne que les antibiotiques et les opiacés. Mais en termes de sécurisation et de traçabilité, ce n'est pas facile, parce qu'il revient au pharmacien de pouvoir démontrer qu'il peut suivre le lot qu'il a distribué. Alors, si on entame une boîte, la personne à qui on la donne a bien le numéro de lot, mais les autres ?

La dispensation à l'unité, est-elle utile ? Pour ce qui est de l'antibiotique, je pense que ça l'est parce que vous avez, en fonction des pathologies ou des personnes, des durées de traitement et des posologies différentes. Ce qui fait que les boîtes ne correspondent pas à toutes les posologies qui existent. Ça peut donc avoir un intérêt pour des traitements aigus... bien qu'il y ait très peu de pertes lorsque les personnes suivent bien leur traitement. La dispensation à l'unité n'améliorera donc pas forcément l'observance au traitement. Il y a plutôt un travail important à réaliser en termes d'adhésion.

Notre association milite depuis des années pour la reconnaissance de la préparation des doses administrées (PDA), ces semainiers fermés ou ces sachets que l'on prépare pour les personnes en établissement ou celles qui ont du mal à gérer leur traitement. Je pense qu'on aurait davantage intérêt à reconnaître cette activité avec l'élaboration de bonnes pratiques qui permettraient de les voir se développer au niveau du comptoir. Ça serait beaucoup plus impactant contre les médicaments non utilisés.

dinatrice de la MSP de La Clé d'or à Dignac. *Le but était de transmettre les informations, d'enclencher la réflexion et la prise de conscience. Nous ne partions pas de zéro, mais le niveau de connaissances était assez disparate. Il est important que chacun intègre les enjeux et l'impact des soins et des déchets de soins afin d'adopter au fur et à mesure des solutions simples et des gestes écoresponsables dans son cabinet et sa pratique.»*

Surfant sur cette dynamique, les professionnels de la MSP de La Clé d'or ont identifié, de retour de formation, ce qu'ils étaient en mesure de changer. Modification du réglage du chauffage dans les bureaux des 26 membres de la maison de santé, signalétique de tri des déchets dans les salles de pause et les bureaux médicaux, investissement dans un nettoyeur vapeur et formation des

personnels d'entretien, formation de la personne en charge des achats afin de privilégier les produits éco-labellisés... Sur le territoire rural de la CPTS Sud Angoumois, le choix est clairement fait de former et d'informer les professionnels de santé. « *C'est en mettant en place de nouveaux gestes en pluriprofessionnel que les choses vont se diffuser auprès des usagers plus difficiles à toucher direct-*

•• Le « poids » de l'exercice coordonné est immense pour parler de santé planétaire car les professionnels travaillent déjà en collectif et à l'échelle d'un territoire ••

tement », estime Lucyle Deschamps. Ainsi, la CPTS peut être un acteur du changement climatique. « Elle dispose de trois axes forts que sont la responsabilité populationnelle et la possibilité de mettre tout le monde autour de la table, l'aller-vers les populations et les usagers, et les liens avec les contrats locaux de santé pour développer les enjeux communautaires et travailler avec les collectivités territoriales, renchérit Violaine Brunelli Mauffrey, médecin généraliste et cofondatrice de la MSP de Tomblaine (Grand Est). La CPTS est la meilleure dimension pour être efficace rapidement... encore faut-il disposer d'un financement solide. »

TRAVAILLER AVEC TOUT L'ÉCOSYSTÈME LOCAL

« Le scénario de la santé en 2050, c'est une croissance continue des maladies chroniques et surtout du cancer du sein dont les causes environnementales sont très insuffisamment prises en compte, martèle André Cicarella, toxicologue et président du Réseau environnement santé (RES). La contamination chimique joue un rôle déterminant, en priorité celle liée aux perturbateurs endocriniens que sont le bisphénol A, les perfluorés, les phtalates, les parabènes, le cadmium et certains pesticides... Nous avons une responsabilité, celle d'agir et d'informer les professionnels de santé. Pour cela, nous avons un outil, la CPTS, et une institution, l'Assurance maladie. La CPTS est le bon acteur pour faire bouger les choses, car elle décloisonne déjà les approches. » Ainsi, au fur et à mesure, des liens se tissent entre les professionnels et créent un cercle vertueux qui permet de réaliser un diagnostic régional.

Face à l'urgence climatique, l'Assurance maladie souhaite aussi jouer

un rôle dans la transition écologique : elle a ainsi édité un schéma directeur de la transition écologique (2024-2027) et un Manifeste en faveur de la transition écologique⁽²⁾. « La transition écologique est clairement une opportunité pour améliorer la qualité des soins, protéger les plus vulnérables et garantir la soutenabilité de notre système de santé », explique Josselin Pibouleau, directeur de la CPAM de l'Indre. En mars 2025, ils ont lancé un programme d'action national sur les perturbateurs endocriniens en réduisant les contaminations à la source. « Ce programme zéro phtha-

late a été présenté à l'ensemble des collaborateurs des organismes d'assurance maladie en charge de l'accompagnement des professionnels de santé, de l'exercice coordonné, de la prévention, de la gestion du risque mais également aux responsables RSE des caisses, poursuit-il. Notre objectif est de toucher la population au sens large, via les professionnels de santé, les collectivités territoriales et les entreprises. Nous avons coconstruit la campagne avec les CPTS et les représentants des différentes professions. » Ce déploiement marque l'aboutissement d'une expérimentation menée depuis 2021 par les équipes de la CPAM de l'Indre et de la CPAM de l'Aisne en partenariat avec le RES. À l'échelon d'un territoire, il est possible d'aller encore plus loin. L'Indre a ainsi commencé à élaborer une Stratégie Climat 36, une démarche locale, départementale et partenaire pour établir un plan d'adaptation au changement climatique en incluant la médecine de ville. Lors de vagues de chaleur, la vigilance doit



Aurélie Biron, directrice de la CPTS Activ'Santé

« La qualité de l'air et l'activité physique sont au cœur de notre mission de prévention »



La question de la qualité de l'air a été intégrée dès l'écriture de notre projet de santé, indique Aurélie Biron, directrice de la CPTS Activ'Santé (Paca). Nous avons créé un pédiibus, une action qui rejoint le plan local de lutte contre l'obésité infantile. » Cette démarche de prévention allie activité physique et qualité de l'air, puisque l'objectif du pédiibus vise à faire marcher les enfants pour aller à l'école, et donc réduire le nombre de voitures et améliorer ainsi la qualité de l'air. Depuis deux ans, une dizaine d'enfants de l'école Saint-Vincent-de-Paul marchent, encadrés par des parents volontaires qui s'organisent entre eux pour effectuer le trajet entre leur domicile et l'école. Ils utilisent la plate-forme Mobilécool conçue par l'association Prévention Maif pour organiser les trajets. Anne Tintignac, pneumologue dans le IV^e arrondissement de Marseille, a porté le projet dès le départ : réalisation de questionnaires pour les parents et les élèves, soirée de restitution, lien avec la mairie de secteur et les élus... « L'activité physique améliore l'état psychique, voire a un intérêt sur les capacités de mémorisation et les compétences scolaires. En tant que pneumologue, je vois vraiment les effets de la pollution sur la santé, ce facteur est désormais acté pour les bronchiolites des enfants. » D'autres écoles souhaitent rejoindre le pédiibus si les services de la voirie sont au rendez-vous.

être renforcée. Hydratation, suivi accentué des personnes fragiles et les plus vulnérables, connaissances précises sur les effets de la prise de diurétiques et de traitements pour les pathologies cardiovasculaires... « Les professionnels de santé investis dans les CPTS et les structures d'exercice coordonné doivent mettre en place des plans de gestion de crise et une organisation de crise adaptés aux conséquences de la hausse des températures », estime Paul Frappé, président du CMG.

Et ce mouvement ira croissant, confirme Alexandre Robert, chargé de programme Santé de l'ONG suisse Climate Action Accelerator et cofondateur d'Alliance santé planétaire : « La question de l'exposition à la chaleur va monter chez les politiques, car les citoyens vont demander de manière répétée des actions à leurs élus. Quelle que soit l'action décidée, elle doit être déclinée localement afin d'avoir un impact. Cabinet, quartier, centre hospitalier, ville, commune... Un diagnostic

de vulnérabilité doit être effectué afin de déterminer les priorités. Et ce diagnostic, les médecins généralistes et les infirmières le connaissent bien, ce sont les données de terrain de leur quotidien. Ce qui est encourageant et rassurant, c'est que ces professionnels – comme ceux du secteur médico-social – s'engagent et s'emparent du sujet de la santé planétaire. Comme ils sont considérés par les citoyens comme des personnes de confiance, ils vont permettre de diffuser le sujet dans la société et pousser au partage politique, qui est nécessaire. »



« Se former à la santé planétaire permet de savoir où nous en sommes sur les questions environnementales »

Souad Kouar, coordinatrice de la CPTS du Mont-Blanc

La CPTS du Mont-Blanc (Auvergne-Rhône-Alpes), qui couvre un territoire de 20 communes, a intégré la santé environnementale dans sa mission. En avril, Loïc Blanchet-Mazuel, médecin généraliste remplaçant dans la vallée de l'Arve, a animé un atelier « Fresque de la santé planétaire ». Un deuxième est d'ores et déjà programmé. Cet outil pédagogique et ludique créé par Alliance santé planétaire, dont le médecin est membre, permet de sensibiliser aux relations complexes qui nous lient en tant qu'humains aux écosystèmes terrestres, de souligner le rôle majeur de notre environnement comme déterminant de santé et de présenter les effets de la destruction et du déséquilibre de l'environnement sur notre santé. Une action qui vient s'ajouter à la réflexion menée par le groupe de travail (médecin, kiné, infirmière...) sur l'écoconception des soins, la réduction des consommations pour avoir un cabinet plus vertueux, le changement de pratiques de nettoyage, la prescription raisonnée... « Nous travaillons de manière collective sur ces sujets avec les Hôpitaux du pays du Mont-Blanc et leurs cinq sites répartis sur Chamonix, Cluses et Sallanches », précise Souad Kouar, coordinatrice de la CPTS.

Les Fresques, kézako ?

Fresque du climat, Fresque de la santé planétaire, Fresque One Health, Fresque environnementale, Plan Health Faire... Si les noms diffèrent, ces outils pédagogiques et ludiques ont un objectif commun, à savoir : sensibiliser aux causes du réchauffement climatique et comprendre les enjeux essentiels du développement durable appliqués à la santé. Ils fonctionnent sous forme d'ateliers et de jeux découpés le plus souvent en trois étapes : un briefing, qui permet d'expliquer le déroulement, une phase de jeu, qui aborde plusieurs modules thématiques, et un débriefing, qui se concentre sur un plan d'action. Ils sont destinés à tous les acteurs du secteur de la santé (praticiens libéraux ou hospitaliers, établissements, organismes de formation, institutions...). Un premier pas fédérateur pour enclencher un changement de pratiques au sein d'une équipe pluriprofessionnelle.

DES INITIATIVES MULTIPLES

Qualité de l'air, alimentation moins carnée, mobilité douce, soins écoresponsables, antibiorésistance... Tous ces sujets sont une clé d'entrée pour agir contre le réchauffement climatique et réduire notamment les émissions de gaz à effet de serre. Sur le terrain, de multiples actions voient déjà le jour. « L'important est de se lancer, explique Delphine Secret Pouliquen. Le sujet n'est pas hors sol, on parle ici de santé globale. Lors de mes consultations, je peux aborder les mobilités douces, la prescription raisonnée ou l'antibiorésistance. Je ne suis pas à l'aise avec tous les sujets, mais on ne peut pas tout savoir... Il ne faut pas culpabiliser. Il est important d'aborder le sujet sous l'angle des bénéfices. Et une fois qu'on a mis le pied à l'étrier, cela génère une réelle satisfaction. »

A Marseille, la CPTS Activ'Santé a répondu à Air'Ô, un appel à projets de mesures participatives de la qualité de l'air en partenariat avec Air citoyen, AtmoSud et l'association France Nature Environnement (FNE) Paca. Des capteurs d'air intérieur et d'air extérieur ont ainsi été installés dans des cabinets (sages-femmes, médecins généralistes, kinés, pneumologues) volontaires. « Le but est de sensibiliser les professionnels de santé et les patients aux enjeux de la qualité de l'air et aux principales mesures préventives, explique Aurélie Biron, directrice de la CPTS. Ils sont installés depuis juin jusqu'à la fin de l'année, et un premier bilan sera effectué en janvier 2026. » Les capteurs permettent de suivre en temps réel les mesures des particules fines PM10,



©ADOBESTOCK

PM2,5, PM1 et du CO₂ et les professionnels volontaires sont accompagnés par Air citoyen tout au long de cette expérimentation.

En Haute-Savoie, la CPTS du Mont-Blanc, très investie dans la qualité de l'air, travaille avec l'Institut écocitoyen du pays du Mont-Blanc. Sous l'impulsion de Mallory Guyon, médecin de crèche à Chamonix et médecin généraliste à la MSP Les Houches, l'institut dispose d'un collège de praticiens en santé avec un noyau dur de 12 personnes. « *C'est un vrai challenge de les fédérer et les mobiliser sur ce sujet, souligne-t-elle. Le regard théorique est connu – nous allons d'ailleurs créer une base de données –, mais le but de ce collège est d'avoir le regard de terrain des praticiens sur trois populations que sont les enfants, les adolescents et les sportifs, en travaillant sur les maladies respiratoires, l'asthme en particulier.* » Campagne de prévention sur le tabac et la qualité de l'air, au sein d'un bus, construction de questionnaires sur les troubles liés aux pics de pollution dans la vallée de l'Arve... Les projets ne manquent pas. « *Au cabinet médical, je fais de l'information en permanence, c'est un combat de longue haleine, le sujet est politique et il ne faut jamais lâcher* », confie-t-elle.

De son côté, Gaspard Prévot, médecin généraliste qui vient de s'installer à Strasbourg et membre d'Alliance santé planétaire, a soutenu sa thèse « *Changement climatique et pollution de l'air : enjeux et co-bénéfices sanitaires à l'atténuation* » en 2021. Titulaire d'un DU Alimentation végétarienne et végan depuis dix ans, il souhaite « *mettre en avant les connaissances et les bienfaits de l'alimentation végétarienne. Manger est quelque chose que l'on fait plusieurs fois par jour. Sur ce sujet, il existe un enjeu dans la compréhension et l'imaginaire. Et le médecin a un rôle et un devoir, celui de donner envie, de rassurer et d'apporter d'autres récits. L'alimentation durable, qui induit une réduction de la consommation de viande rouge, davantage de légumineuses, de fruits et de légumes, est quelque chose dont il faut savoir parler.* » Lors de leurs consultations, les médecins abordent le cholestérol, le poids, la tension, le

diabète, mais dans leur formation initiale, ils n'ont pas de messages types sur le sujet de l'alimentation végétarienne. Gaspard Prévot a ainsi organisé des conférences, des ateliers pratiques et des ateliers de cuisine avec l'association Les Marmites du Turfu, en Alsace, pour des étudiants, un projet financé par la Sécurité sociale. Très engagé, ce jeune professionnel espère poursuivre ces ateliers auprès de ses nouveaux patients depuis sa récente installation.

SE FORMER, UN ATOUT MAJEUR

« *Pour les professionnels de santé en formation, les cursus de formation et de santé publique devraient inclure des cours sur l'écologie de la santé, la santé environnementale, l'impact du changement climatique sur la santé des populations, la place de la promotion de la santé spécifiquement axée sur le réchauffement afin de créer une masse critique*

•• Au cabinet médical, je fais de l'information en permanence, c'est un combat de longue haleine. Le sujet est politique et il ne faut jamais lâcher ••

de professionnels promouvant des comportements adaptés pour la population, recommandent les auteurs du Giec normand. Former aujourd’hui les professionnels qui seront encore sur le terrain dans vingt ou trente ans est un défi qu’il faut relever.»

En février 2023, la Conférence des doyens des facultés de médecine a lancé un module pédagogique de médecine et santé environnementale coordonné par Marine Sarfati (université Claude-Bernard-Lyon-1), devenue, depuis, conseillère en santé environnementale aux ministères de l’Aménagement du territoire et de la Transition écologique. Le DU Santé environnementale pour les soins primaires débutera en novembre, avec le CHU de Montpellier. Il répond aux objectifs du PRSE 4 d’Occitanie et a donc bénéficié du financement de l’ARS Occitanie. Un de ses objectifs est de former les coordonnateurs

de CPTS et MSP afin de pouvoir mettre en place une démarche opérationnelle individuelle et collective en santé environnementale sur un territoire donné. Il s’adresse aussi aux professionnels publics et privés des secteurs de la santé, du médico-social, des collectivités locales...

À Lyon, la deuxième promotion du DU Santé planétaire-Santé durable (université Claude-Bernard-Lyon-1) est au travail depuis le mois d’octobre. La formation comprend huit modules de deux heures chacun dont trois en présentiel. « *L’objectif est de développer et mettre en place une approche intégrée de la santé, de donner des enseignements socles et théoriques*, précise Blandine Mellouet-Fort, médecin de santé publique, coordinatrice pédagogique, avec Alice Baras, du diplôme universitaire. *On aborde les cobénéfices, la santé et l’environnement dans leur globalité, pas seulement*

sous l’angle de la prévention des risques environnementaux. On resitue aussi le cadre dans lequel intervient le médecin, un acteur pour ses patients mais aussi en tant que membre d’une communauté de santé sur un territoire. C’est un enseignement très complet, avec des intervenants académiques, des enseignements pratiques et des retours d’expérience. Pour les participants, tous en activité, le DU sert à ancrer leur projet sur le terrain, donne du sens à leurs pratiques, favorise le partage et la création d’une communauté.»

Prescription de nature, alimentation, écoresponsabilité en milieu hospitalier, mobilité... Les sujets sont multiples et l’origine des participants variée (professionnels du soin, acteurs de santé, coordinateur de projet, consultant en évaluation des politiques publiques), une preuve de la diversité des possibilités pour initier un changement de paradigme et adopter de nouvelles pratiques. Blandine Mellouet-Fort l’a expérimenté sur son territoire. Membre de la CPTS des Monts du Lyonnais depuis peu, elle a initié en mai une conférence, « La santé planétaire et les liens avec la nature », qui a rencontré un vif intérêt du public (médecins, pharmaciens, diététiciens, orthophonistes...), assure-t-elle. Depuis, un groupe de travail a été installé et un axe « Bienfaits de la nature sur la santé » sera intégré à la CPTS avec, à la clé, la mise en place d’actions concrètes. « *À l’échelle plus globale, il faudra du temps pour mettre en mouvement les choses et aussi des moyens et des financements que les professionnels de santé n’ont pas*, estime-t-elle. *Il faut de la formation, bien sûr, mais, à mon sens, la santé planétaire ne doit pas être un module dans la formation initiale, elle dépasse le sujet de la santé ou du soin, elle nécessite un changement systémique.*»

Au-delà de la formation initiale et continue, les Mooc, les webinaires et les Fresques (voir p. 28) sont de bonnes options pour sensibiliser au sujet. Marceau Cauchy, médecin à la MSP de Mondeville (Normandie) et maître de conférences associé à l’université de Caen, a franchi le pas.

©ADOBESTOCK



Il a suivi une formation de deux jours pour devenir animateur de l'atelier Plan Health Faire après avoir assisté à la présentation de cet outil lors d'une journée sur l'écoresponsabilité en santé. « L'objectif est d'avoir une vision globale en travaillant à partir d'un jeu de 48 cartes qui explore 7 thèmes que sont le changement climatique, la gouvernance, l'hôpital, l'eau, le bloc opératoire, la maternité, les patients en ville, souligne-t-il. Même si cela est très hospitalocentré, axé sur le soin, plusieurs thèmes sont adaptables à la médecine de ville, et se former à l'animation est intéressant. En 2026, nous aurons la première promotion des docteurs juniors. Pour cette quatrième année nouvelle dans le cursus, nous allons créer un module dédié à l'écoresponsabilité en santé, qui prendra la forme d'un séminaire unique ou d'un axe écoresponsabilité dans tous nos séminaires existants. Le Plan Health Faire est un outil qui pousse à la discussion, permet de poser les choses et de mener une réflexion. » Un bonus pour ce médecin engagé à titre personnel, qui se déplace à vélo. « L'écologie du soin passe par une prescription raisonnée et moins de médicaments. C'est aussi de l'économie de la santé, poursuit-il. Le sujet est très large et transversal, mais le premier point qui va améliorer les choses, c'est la sobriété. »

Dans le cadre de la feuille de route de planification écologique du système de santé, l'EHESP, à la demande de la DGOS, a pour mission de concevoir une offre nationale de formation à la transition écologique à destination des agents de la fonction publique hospitalière dont un des enjeux est la transformation des pratiques. Une mission copilotée avec le CHU de Rennes, l'ARS Bretagne, en collaboration avec la FHF et l'Anap. Depuis le mois de février, Julien Brunier, directeur de la transition écologique à l'EHESP, y travaille ardemment : « Il faut institutionnaliser et pérenniser la transition écologique. Aujourd'hui, la médecine de ville et le secteur médico-social sont les parents pauvres de la transition écologique même si la plupart des soins peuvent être écoconçus. Mais c'est davantage la traduction de la connaissance qui manque, plus que la connais-



« La transformation écologique doit garantir un accès équitable à des soins de qualité et apporter des bénéfices visibles à court terme »

Alexandre Robert, Climate Action Accelerator

ONG suisse Climate Action Accelerator (CAA) a développé une boîte à outils pour analyser les risques et les vulnérabilités liés au changement climatique et trouver les solutions adaptées pour les établissements dans les pays à revenus moyens et faibles. « L'évaluation de la vulnérabilité et des capacités climatiques (EVC) est une approche participative de diagnostic complet qui génère un plan d'adaptation hiérarchisé et réalisable, explique Alexandre Robert, chargé de programme Santé au sein du CAA et infirmier de santé planétaire. Elle comprend cinq étapes*, repose sur un engagement communautaire, une collaboration transdisciplinaire et une mobilisation du personnel. » L'EVC a été menée en partenariat avec Alima, Alerte Santé et le ministère de la Santé du Tchad dans le cadre du projet Cresh à l'hôpital de Ngouri au Tchad. Finalement, 35 solutions et 22 actions prioritaires ont été identifiées. Dont la distribution de moustiquaires traitées et la pulvérisation intradomiciliaire d'insecticide à effet rémanent, la formation du personnel aux soins de santé durable, à la gestion de l'énergie et des déchets, aux effets de la chaleur sur les patients, la pose de peintures réfléchissantes sur les toits pour réduire les températures intérieures globales... Cette méthode reproductive a été déployée dans d'autres contextes en Afrique du Sud, au Sénégal et au Bangladesh.

* Analyse documentaire des risques climatiques et sanitaires, audit des infrastructures et de la logistique, groupes de discussion avec le personnel, construction d'une matrice risques-solutions, ateliers participatifs afin de hiérarchiser les priorités pour un plan annuel

sance elle-même. Le but d'une formation n'est pas d'apprendre le changement climatique ou l'écoconception des soins mais de partir de choses concrètes et pratiques en lien avec le quotidien du professionnel, de savoir comment il fait en tant que praticien pour avoir une activité

plus soutenable et développer des bonnes pratiques. Pour y arriver, la méthode qui s'applique est la même pour tous. Elle se fonde sur la roue de Deming⁽³⁾, à savoir planifier, déployer, contrôler et agir. Il faut vraiment se concentrer en termes de formation sur les besoins des professionnels de santé sur leur territoire. » Et en cela, la CPTS est un acteur majeur pour mener cette petite révolution. ●

● La santé planétaire dépasse le sujet de la santé ou du soin, et nécessite un changement systémique ●

1. Dix chercheurs de l'université de Rouen Normandie, 16 chercheurs de l'université de Caen Normandie, 1 chercheur de l'université Le Havre Normandie et 9 experts techniques.
2. « Transition > action ! », Assurance maladie, avril 2025, et « Manifeste de l'Assurance maladie en faveur de la transition écologique ».
3. Transposition graphique de la méthode de gestion de la qualité dite PDCA (*plan, do, check, act.*)

PAROLES D'ACTEURS

- ▶ En Haute-Garonne, un protocole pour contrer les fortes chaleurs.
- ▶ Quel déploiement du Plan santé environnement en Corse ?
- ▶ Dans l'Aisne, une sage-femme anime des consultations en santé environnementale.



OCCITANIE

En cas de canicule, le protocole de prévention contre la déshydratation permet d'« agir rapidement »

Aurélie Perez Mascaras, infirmière, n'aurait jamais imaginé que quelques gestes du quotidien deviendraient le socle d'un protocole innovant. Pourtant, c'est bien autour d'un sujet épineux, la prévention des effets de la canicule chez les patients fragiles, que s'est construit un projet désormais partagé par la CPTS du Val (Haute-Garonne) dont elle est membre. « Nous voyons tous les jours des personnes âgées ou fragiles souvent seules à domicile. La chaleur les expose à des risques majeurs, mais ce sont aussi des situations que nous savons très bien gérer sur le terrain. Il nous manquait juste un cadre pour agir rapidement », explique l'infirmière.

Tout est parti d'une réflexion menée au sein de la cellule qualité de la CPTS. « On voulait travailler en pluripro et trouver une thématique qui parle à tous. La canicule s'est imposée, car nous y sommes confrontés de plus en plus souvent et sur des périodes toujours plus longues. »

Le protocole Prévention de la déshydratation des patients fragiles à domicile repose sur trois temps forts :

le repérage des patients à risque ; la concertation pluriprofessionnelle comptant médecins, infirmières, kinés, auxiliaires de vie, aidants et même livreurs de repas ; la mise en oeuvre des mesures - notamment des réflexes comme s'yhydrater, fermer les volets, aérer - en parallèle des traitements.



AURÉLIE PEREZ MASCARAS
infirmière libérale

« LA PRÉVENTION PREND »

Au-delà du protocole, c'est la dynamique de coordination qui a marqué les patients et les familles. « Quand le kiné propose de boire un verre d'eau en fin de séance et le note sur la feuille de traçabilité partagée, ça change tout, assure Aurélie Perez Mascaras. Les familles se sentent soutenues, et les patients comprennent qu'on travaille tous pour leur bien-être. » Des outils simples mais efficaces ont ainsi été mis en place : fiches de suivi de l'hydratation dans les classeurs de coordination, ordonnances prêtes à être imprimées en cas de besoin et même des kits de perfusion disponibles dans les cabinets, « jamais utilisés à ce jour mais prêts pour agir vite les soirs ou les week-ends ». Et les résultats parlent d'eux-mêmes. « Cet été, malgré des températures très

élévées, nous n'avons déclenché aucun appel au 15. Et zéro hospitalisation liée à la déshydratation. Cela prouve que les mesures ont été comprises et appliquées. » Pour l'infirmière, cette réussite tient autant au protocole qu'à la sensibilisation de la population. « Les patients et leurs proches sont plus attentifs, ils ferment les volets, ils comptent les verres d'eau... On voit que la prévention prend. »

Né dans le giron de la CPTS du Val mais concrétisé au sein de la MSP d'Eaunes, où exerce Aurélie Perez Mascaras, le projet est désormais partagé à l'échelle de la CPTS et mis à disposition des autres équipes volontaires. « C'est un protocole vivant. Il appartient à chacun de se l'approprier, de l'adapter et de le faire vivre auprès de ses patients », insiste l'infirmière. ●

CORSE

« En santé planétaire, tout le monde est acteur de santé, le centre social comme le médecin »

Le Plan santé environnement pour la Corse (2024-2028) identifie trois axes majeurs dont le développement des synergies et des compétences au niveau local, et précise clairement une action de sensibilisation des professionnels de santé à la prise en compte de l'exposome (l'ensemble des expositions environnementales au cours de la vie) dans leur exercice au quotidien. Pour y répondre, une formation « Una sola saluta-Une seule santé » a été proposée de février à mai 2025. Elle a été coconstruite grâce à un Copil constitué notamment de l'ARS Corse, Promotion Santé Corse, les collectivités, la Mutualité sociale agricole, la Fédération corse pour la coordination et l'innovation en santé (FCCIS), l'agence régionale pour l'amélioration des conditions de travail Corse (Aract), l'URPS médecins libéraux, et d'Alice Baras, à la tête d'Écops Conseil (Écoresponsabilité, promotion, santé). Objectif : « *Créer un socle de connaissances communes afin que chaque acteur de santé puisse se connaître et se reconnaître et fasse valoir son pouvoir d'agir*, souligne Alice Baras.

Caroline Gnacadja
(ARS Corse) et
Céline Zicchina
(Promotion Santé
Corse)



©PROMOTION SANTÉ CORSE

Et apporter des clés pour comprendre et des outils pour agir. En santé planétaire, tout le monde est acteur de santé, le centre social comme le médecin généraliste. Il est donc important de créer une communauté avec un langage commun pour pouvoir ensuite mettre en place des actions.»

DES WEBINAIRES ET DES ÉCHANGES INTERACTIFS

La formation comprenait trois modules et onze webinaires d'une heure, majoritairement le jeudi de 19 h 30 à 20 h 30. « *Elle était destinée aux professionnels de santé libéraux et hospitaliers et nous avons ciblé cette année les médecins en nous appuyant sur l'URPS ML*, précise Caroline Gnacadja, chargée de pilotage, direction soins primaires à l'ARS Corse. Le module 1, dit “module socle”, était obligatoire. Pour les autres modules thématiques, nous avons eu à chaque fois un intervenant corse et un intervenant du continent.»

Assuré par Alice Baras et Véronique Mondain, médecin infectiologue au CHU de Nice, spécialiste de l'exposome, médecine intégrative et santé environnementale, le module 1 a posé le cadre du concept One Health. Il a traité des cobénéfices et de la santé-environnement, de la prévention des risques associés aux pollutions chimiques, de la santé mentale, de l'alimentation et du microbiote. Les modules 2 et 3, composés de webinaires thématiques, ont permis de présenter des retours d'expérience pour un exposome favorable à la santé et des outils pratiques. « *Les modules étaient très pratico-pratiques et adaptables à notre région, cela facilitait les échanges et les questions*, explique

Céline Zicchina, directrice de Promotion Santé Corse. Nous avons eu des profils très différents dans les intervenants, favorisant une approche pluri-disciplinaire* afin de montrer que *Una sola saluta concerne tout le monde*. Le format webinaire a permis de créer une dynamique, un début de communauté et de réseau. » Au total, 70 personnes s'y sont inscrites.

La formation s'est terminée par un séminaire, le 20 mai à Corte, suivi par plus de 25 professionnels de santé. « *Notre objectif était de fédérer une communauté de pratiques pour passer ensuite à l'action* », confie Caroline Gnacadja. Au programme : création d'un espace ressources, mise en place d'une charte de valeurs et d'engagement, organisation d'un séminaire de santé le 14 octobre pour sélectionner les actions prioritaires à mettre en œuvre... La dynamique est lancée. « *Nous allons nous emparer du sujet One Health en développant un volet sur l'exercice coordonné en lien avec la FCCIS, la CPTS de Balagne et la CPTS Extrême Sud-Alta Rocca, créée en juin, et élargir à d'autres professions comme les infirmières et les kinés* », ajoute-t-elle. Créer du lien entre les différentes structures de santé, capitaliser sur la formation et développer des synergies sont essentiels. Preuve de sa pertinence, une nouvelle formation est d'ores et déjà prévue en 2026. ●

* Cardiologue, éco-infirmière, médecin généraliste, sage-femme, vétérinaire, président de l'Asef, architecte, chargé de mission santé publique, chargée de mission collectivité de Corse, médecin de santé au travail, directeur de Qualitair Corse..

HAUTS-DE-FRANCE

La consultation en santé environnementale, « ça impulse de vrais changements »

Avoir un bébé, c'est un bon moment pour tout changer chez soi, penser à son environnement, à son mode de vie... Et ça impulse de vrais changements ! », sourit Sophie Delattre-Delache, sage-femme installée à Marly-Gomont, dans l'Aisne, et membre de la CPTS des Hauts de l'Aisne. Depuis janvier dernier, elle a lancé des consultations en santé environnementale, dans le cadre de ses cours de préparation à la naissance, notamment lors des séances en individuel. « Avec le couple, j'aborde diverses questions, comme l'allaitement, l'accouchement, le post-partum... et je rajoute désormais la santé environnementale à la suite. Mais ça peut aussi être lors d'une consultation de demande d'arrêt de contraception pour désir de grossesse, par exemple. »

Comme plusieurs autres collègues sages-femmes, médecins généralistes ou encore pharmaciens, Sophie Delattre-Delache a suivi, en septembre 2024, une formation – sur proposition de la CPTS – mise en



©ADOBESTOCK

place par le Centre permanent d'initiatives pour l'environnement (CPIE) des Pays de l'Aisne. « On sait que pendant les 1000 premiers jours de la vie, l'enfant est le plus sensible aux polluants... Donc ça a du sens d'en parler aux jeunes parents. Mais tous les professionnels peuvent aborder ces questions, et à tous les âges ! » Une formation qui, finalement, s'accordait à ses propres convictions et expériences. Car déjà à la polyclinique Saint-Côme à Compiègne, où elle a travaillé pendant cinq ans, l'équipe était « très à cheval sur cette idée de santé environnementale ». Incitation à l'allaitement, à l'utilisation des couches lavables, attention portée aux produits utilisés... L'établissement a d'ailleurs obtenu le label Hôpital ami des bébés.

« IL FAUT ALLER PLUS LOIN »

Devenue maman peu après son arrivée à la clinique, Sophie Delattre-Delache s'efforce d'appliquer ces principes

à son quotidien. « J'ai allaité pendant un an et demi, utilisé des couches lavables, adopté les biberons en verre, banni les lingettes jetables... mais je n'ai pas tout fait bien ! Quand mon fils a grandi, j'ai commencé à faire ses petits pots avec les légumes du jardin que je congelaient dans des petits pots en plastique avant de les donner à la nounou. Mais quand ses dents définitives ont poussé, il n'avait pas d'email sur celles de devant et du fond. À l'époque, il n'y avait pas vraiment d'études sur le sujet, mais mes doutes ont été confirmés pendant la formation : c'est dû aux phthalates présents dans les pots en plastique... J'ai commis cette erreur de les réchauffer au micro-ondes et les conséquences étaient visibles. » D'où son souhait d'expliquer aux futurs parents « ce [qu'elle aurait] aimé savoir avant ».

Lors de cette consultation, elle aborde divers éléments, identifiés par une fiche donnée par la CPTS : utilisation des produits ménagers et cosmétiques, valorisation de l'allaitement, conseils pour bien manger et bien grandir, choix des jouets... « Les parents se rendent compte qu'ils ont plein de choses à apprendre ! Et puis on prodigue des conseils qui vont à l'encontre de ce qu'on leur propose dans les catalogues pour bébés... Par exemple, ça fait plus de dix ans qu'on déconseille de stériliser les biberons alors qu'il y a encore des stérilisateurs en magasin. Et les biberons en verre sont encore très minoritaires... »

Aujourd'hui, Sophie Delattre-Delache réalise environ une consultation en santé environnementale par semaine. La sage-femme pourrait – et voudrait – en faire plus, mais son agenda est bien « blindé ». Aujourd'hui, elle voit des évolutions chez les parents, qui adoptent notamment les couches lavables. Mais « il faut aller plus loin », assure-t-elle : « Le problème, c'est que les magasins proposent des choses qui vont souvent à l'encontre de nos recommandations... On verrait une vraie différence si l'industrie se mettait à aller dans le même sens que nous. » ●



SOPHIE DELATTRE-DELACHE,
sage-femme



Changement climatique et santé : une prise de conscience mondialisée

PAR JEAN-MICHEL CHABOT, professeur de santé publique

► Aujourd'hui, de plus en plus de professionnels de santé visent à devenir des « agents du changement, « capables d'influencer les pratiques durables dans la délivrance des soins ».

La santé et l'environnement – particulièrement dans la dimension du changement climatique – affichent une relation circulaire et fâcheusement délétère. En effet, la santé, si l'on considère la production des soins, est un facteur notoire de dégradation de l'environnement, et la dégradation de l'environnement provoque un accroissement sensible de la morbidité (autant dans la diversité que pour l'intensité). De là, une prise de conscience réelle des risques à court terme désormais, à la lumière de constats documentés et en prélude à des plans d'action qui se veulent énergiques. En témoignent les deux publications suivantes, aussi distinctes que résolues.

La première*, publiée durant l'été 2024, est le fait de l'International Social Security Association (Issa), une organisation internationale, plutôt méconnue, quoique puissante, ancienne et hautement représentative. L'Issa regroupe aujourd'hui près de 300 organisations de sécurité sociale, publiques, privées ou associatives, opérant dans plus de 150 pays. Elle a été constituée il y a près d'un siècle, en Europe, à l'initiative d'un homme politique français, Albert Thomas, aujourd'hui plutôt oublié**.

L'Issa commence par rappeler que les activités du secteur de la santé ont un impact significatif sur l'environ-

nement ; principalement les émissions de gaz à effet de serre (GES) ; le secteur de la santé contribue à près de 5 % des émissions mondiales. Les établissements de santé émettent des GES directement, par leur consommation d'énergie et leurs transports. Des émissions indirectes se produisent tout au long de la chaîne d'approvisionnement, de la production des biens aux déplacements du personnel et des patients. Également les consommations d'eau et d'énergie : les systèmes de santé consomment des quantités importantes d'eau et d'énergie, liées au chauffage, à la climatisation, à l'éclairage et à l'utilisation des équipements. Les grands hôpitaux affichent une intensité énergétique particulièrement élevée, tandis que l'élaboration de produits de santé peut impliquer une consommation d'eau importante. Enfin, les déchets médicaux comprennent les matériaux jetés par les établissements de santé, tels que les aiguilles, seringues, pansements et produits chimiques usagés. À l'échelle mondiale, le volume considérable de déchets produits et l'utilisation massive de produits jetables rendent leur gestion difficile (une situation qui a été exacerbée par la pandémie de Covid-19).

Puis l'Issa précise le cadre d'intervention en affirmant que les systèmes de santé requièrent donc une approche globale. Ils doivent réduire leurs émissions et leurs déchets, viser la neutralité carbone et remédier aux inefficacités. La collaboration entre santé publique, politiques environnementales, mobilité et urbanisme est essentielle. En intégrant l'efficacité énergétique, la gestion des déchets, la conception de bâtiments écologiques, les transports et l'édu-

cation, les systèmes de santé peuvent réduire leur impact environnemental. La conclusion appelle les professionnels de santé et les institutions de sécurité sociale à jouer un rôle moteur dans la promotion de soins de santé durables, en particulier en « façonnant » les politiques et en encourageant les comportements écoresponsables des patients.

DES PRATIQUES RESPECTUEUSES

La seconde contribution***, produite par un groupe d'infirmières d'Egypte et d'Arabie saoudite, témoigne de la pluriprofessionnalité de cette prise de conscience. Au-delà des constats, on y trouve les résolutions suivantes : « *Les infirmières sont de plus en plus reconnues comme des agents de changement essentiels, capables d'influencer les pratiques durables dans la délivrance des soins. Leur proximité avec les patients les positionne de manière unique pour mettre en œuvre des pratiques respectueuses de l'environnement. Au-delà des infirmières individuelles, les organismes éducatifs et les cadres politiques doivent être mobilisés. Cette approche collaborative implique le développement de programmes d'études qui incluent la santé environnementale et la mise en place d'infrastructures de soins de santé qui priorisent la durabilité* ». ●

* « Greening health care: Social security and environmental preservation », Issa, août 2024

** Recu premier à l'École normale supérieure en 1899, il a joué un rôle majeur dans la logistique et l'armement lors du conflit mondial de 1914-1918, avant de s'impliquer dans les politiques sociales

*** « Advancing sustainable healthcare: a concept analysis of eco-conscious nursing practices », BMC Nursing, septembre 2024